

Zeitschrift: Collage : Zeitschrift für Raumentwicklung = périodique du développement territorial = periodico di sviluppo territoriale

Herausgeber: Fédération suisse des urbanistes = Fachverband Schweizer Raumplaner

Band: - (1997)

Heft: [1]: Globalisierung : Herausforderung der Raumordnung Schweiz = La globalisation : un défi pour l'aménagement du territoire en Suisse

Artikel: Die Fiktion eines Städtensetzes

Autor: Schmid, Christian / Capol, Jan

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-957697>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La hiérarchie, la centralité; voilà bien deux idées qui rebutent et sur lesquelles on bute en Suisse dès lors que l'on s'intéresse aux villes. Mais ce sont des questions que l'on ne peut éviter d'aborder lorsque l'on considère la place de la Suisse dans l'Europe, notamment dans son réseau de transport, lequel privilégie des voies de transport rapides reliant par définition prioritairement les grands centres. Ce sont des questions que l'on n'évite pas non plus lorsque l'on cherche à améliorer, ou même simplement à maintenir la place de la Suisse dans l'économie européenne, voire mondiale. Car en dépit du discours et des politiques de "décentralisation concentrée", la Suisse n'est pas une grande ville; les activités et les emplois se concentrent bien dans les villes, certaines d'entre elles concentrant en particulier les activités les plus vitales, processus qui, comme on vient de le voir, accentue la centralisation du pouvoir économique et social.

Il s'agit donc, plutôt qu'un réseau de villes qui prétend réaliser une égalité de leur centralité et une transformation de leurs inégalités de taille et d'importance en complémentarité par le truchement de réseaux, revendiquer une métropolisation, mais au sens véritable du terme – organisation hiérarchique des villes d'un territoire – tout en recherchant la manière la plus concertée et démocratique de parvenir à maîtriser une centralisation antidémocratique du pouvoir. Mais ceci passe tout d'abord par la reconnaissance de l'existence de centralités relationnelles – encore largement marquées morphologiquement – qui ne coïncident pas avec n'importe quelle concentration, et de la détermination des échelles géographiques pertinentes pour la gestion adaptée aussi bien à l'échelle des phénomènes en cours qu'à la définition de projets.

A défaut de ceci, le manque de réalisme congénital à la négation de toute hiérarchie territoriale risque fort de se réveiller dans un avenir proche sous la forme d'un éclatement de ce que l'on a cherché à maintenir.

Régulation de l'usage du sol et du territoire et régulation économique et sociale

Tout projet d'aménagement du territoire qui n'est pas étroitement lié à un projet de société, autrement dit tout mode de régulation de l'usage du sol et du territoire qui ne serait pas cohérent avec un mode de régulation des conditions d'acquisition des moyens d'existence, ne peut que rencontrer de sérieux obstacles à sa réalisation. En Suisse, durant la longue période qui va du milieu des années '30 au milieu des années '70, on peut identifier une cohérence entre ces deux aspects de la régulation sociale que désignent les terminologies de décentralisation concentrée et de paix du travail. La décentralisation concentrée, en entretenant et conservant les bases du cantonalisme voire celle du communalisme, a constitué des

fondements sur lesquels la régulation helvétique du rapport salarial subsumée sous le terme "Paix du travail" a trouvé des conditions particulièrement favorables pour se développer. Il est en effet probable que les réseaux de proximité constitutifs de ce mode de territorialisation sociale ont entraîné la production des valeurs culturelles indispensables à cette régulation particulière du rapport salarial. De son côté, la paix du travail, en dégageant des ressources énormes comparativement aux autres pays industrialisés, a probablement fourni les moyens sans lesquels la décentralisation concentrée n'aurait pu être réalisée (réseaux de transports très décentralisés, qualité de l'habitat, protection et/ou subventionnement des marchés intérieurs et/ou locaux).

Aujourd'hui, la crise met à mal cette cohérence. Les moyens ordinairement consacrés à l'entretien de la décentralisation concentrée sont de plus en plus contestés et/ou diminués (redimensionnement de Rail 2000, ouverture ou contestation de la protection de certains marchés, contestation de la politique agricole, besoins financiers des villes, etc.). On ne peut donc simplement postuler une continuation des programmes d'aménagement passés sans reconsidérer leur cohérence avec les autres aspects de la régulation sociale sur lesquels le document de l'OFAT n'entre pas en matière.

Texte rédigé par Alain Cudet et Daniel Marco, en collaboration avec les membres des groupes "Genève: cinq cents mètres de ville en plus" et "Lausanne: 1837" ■



Die Fiktion eines Städtetetzes

► Christian Schmid und Jan Capol

Das "vernetzte Städtetextsystem" wird als die föderalistische Antwort der Schweiz auf die Herausforderungen im verschärften wirtschaftlichen Standortwettbewerb zwischen den bedeutenden Stadtregionen Europas propagiert, in dem sich die schweizerischen Zentren angeblich nicht mehr mit den grossen europäischen Metropolen messen könnten. Die kleineren und mittleren Städte sollen durch dieses Konzept in die Lage versetzt werden, Entwicklungsimpulse aufzunehmen und eigenständig umzusetzen. Auch in den peripherer gelegenen Gebieten sollen Regionalzentren durch die Vernetzung mit den wachstumsstarken grossen Zentren erhalten und gestärkt werden. Der Vorteil dieser Konzeption liege insbesondere auch darin, dass ein Zusammenwachsen der grossen Siedlungsräume vermieden werde und die Städte ihre überschaulichen Dimensionen bewahren könnten. In diesen Überlegungen stecken gleich drei Trugschlüsse.

Metropolen, Vernetzung und Entlastungszentren

Die Kernthese der "Grundzüge", dass eine helvetische Metropole eine "kritische Masse" von drei Millionen EinwohnerInnen aufweisen müsse, um gegenüber anderen europäischen Metropolen be-

stehen zu können, geht von einem rein quantitativen Denken aus und übersieht grundlegende Gegebenheiten der städtischen Ökonomie. Bezeichnenderweise werden denn auch weder analytische noch empirische Argumente ins Feld geführt, die eine solche These stützen könnten. Gerade unter den aktuellen Bedingungen der Globalisierung, die in zunehmendem Masse zu einer Ausdifferenzierung von spezialisierten Standorten, zu einem "Regime der Differenz" (King 1991) führt, hat die rein quantitative Einwohnerzahl einer Metropole immer weniger mit ihrer ökonomischen Bedeutung und ihrer Zentralität in globalem Massstab zu tun. Wäre die Einwohnerzahl die dominierende Grösse, müsste beispielsweise Mexiko City eine erstrangige Weltmetropole sein, die mit Tokyo oder New York konkurrieren könnte. Zum zweiten gehen die Grundzüge davon aus, dass sich die angeblich fehlende "kritische Masse" der schweizerischen Zentren durch eine bessere Vernetzung herstellen liesse, und dies insbesondere durch den Ausbau des öffentlichen Verkehrs. Auch diese Vorstellung zeugt von einer beachtlichen Unkenntnis ökonomischer Prozesse. Die Ökonomie der internationalen Zentren basiert heute in starkem Masse auf hochqualifizierten Dienstleistungen, und gerade in diesem Bereich zeigt sich weiterhin eine starke Tendenz zur Spezialisierung und zur Zentralisierung, und zwar oft auch innerhalb der jeweiligen Zentren (vgl. dazu z.B. Sassen 1991). Auch wenn in gewissen Bereichen eine verstärkte Kooperation zwischen Einrichtungen und Institutionen verschiedener Städte möglich und sinnvoll erscheint (bei Hochschulen, Forschungsinstituten, Spitzenmedizin etc.), bleiben die gesamtwirtschaftlich zu erzielenden Synergieeffekte zwischen unterschiedlichen Zentren deshalb meist bescheiden. Drittens postulieren die "Grundzüge", dass sich die Entwicklung von den grossen Zentren in kleinere Städte umlenken lasse und dass auf diese Art Wachstumschancen auch für periphere Gebiete geschaffen werden könnten. Es ist indessen zu bedenken, dass diesem keineswegs neuen Konzept von "Entlastungszentren" auch in der Schweiz bislang wenig Erfolg beschieden war: So haben

Le réseau des villes suisses: une fiction
L'apport principal des grandes lignes réside dans la mise en réseau des villes, tant sur le plan fonctionnel que des transports, dans la création d'une ville décentralisée de trois millions d'habitants, une « métropole fédérale » en quelque sorte. L'idée n'est pas nouvelle. C'est une remise au goût du jour de concepts d'aménagement formulés antérieurement. Elle ne tient pas compte des profonds changements intervenus ces dernières années sur le plan économique et social. La Suisse d'aujourd'hui est un pays urbanisé, avec une hiérarchie des centres marquée. Un aménagement du territoire tourné vers l'avenir doit tenir compte de cette réalité, ainsi que des conséquences et des conflits inhérents à celle-ci.

► Christian Schmid, Stadtgeograph, Mitglied von INURA Zürich (International Network for Research and Action)
► Jan Capol, Historiker, Redaktor der Zeitschrift Hochparterre

1 Carol H., Werner H. (Hrsg.), Städte wie sie wir wünschen, Zürich 1949

2 Délégué à l'aménagement du territoire, Conception directrice de l'aménagement du territoire CK-73, Département fédéral de Justice et Police, Berne, novembre 1973

3 Rapport sur l'état et l'évolution de l'utilisation du sol et de l'urbanisation en Suisse (Rapport sur l'aménagement du territoire 1987), Conseil fédéral, Berne, 14. décembre 1987

4 Cf. Meili Armin, "Fragen der Landesplanung - Landesplanung für die Schweiz", Separatdruck aus NZZ, 1941

5 Commission fédérale pour la construction de logements, "Rapport sur le marché locatif et la politique en matière de logement", 72^B supplément de Vie économique, Feuille officielle suisse du commerce, Département fédéral de l'économie publique, Berne, 1963

Untersuchungen bereits in den frühen achtziger Jahren gezeigt, dass Industrieunternehmen ihren Bedarf an externen Dienstleistungen zunehmend unter Umgehung der kleineren regionalen Zentren direkt in den grossen Zentren bezogen haben (Arend/Gross 1984, Perret-Gentil et al. 1984). Zwar erfolgten in den letzten Jahren in verstärktem Masse Verlagerungen von Dienstleistungsbetrieben an Standorte ausserhalb der Kernstädte der grossen Zentren, aber nur zu einem geringen Teil in die planerisch dafür vorgesehenen "Entlastungszentren". Überaus deutlich zeigt sich diese Entwicklung in der Grossregion Zürich, wo sich die Entwicklung statt in die bestehenden Klein- und Mittelzentren zunehmend in die suburbanen Zonen des Limmat- und Glattals verlagerte. So verzeichneten die von der Regionalplanung schon seit Ende der fünfziger Jahre als Nebenzentren ausgewiesenen Städte Bülach und Wetzikon lediglich eine bescheidene wirtschaftliche Entwicklung. Selbst Städte wie Winterthur oder Baden, die auf ehemaligen Industriearealen an zentralen Lagen in Bahnhofsnähe entwicklungsfähige Gebiete anbieten können, suchen heute händeringend nach InvestorInnen und NutzerInnen. Dafür entstand in Zürich-Nord, in der Nähe des Flughafens, ein neues disperses Dienstleistungszentrum, ein Gürtel von "City-Satelliten" (mit Schwerpunkten in Oerlikon, Opfikon-Glattbrugg, Wallisellen und Dübendorf), der mittlerweile ein eigentliches postmodernes Zwillingzentrum zur Zürcher City bildet (vgl. dazu Hitz/Schmid/Wolff 1993 und 1995). Ähnliche Prozesse zeigen sich auch in Genf, wo sich in Meyrin-Satigny – ebenfalls in der suburbanen Peripherie und nahe dem Flughafen – ein neues Nebenzentrum herausgebildet hat.

Die Ökonomie der Zentren

Zur Frage der Ökonomie der urbanen Zentren hat in den letzten Jahren die "Global City"-Forschung bemerkenswerte und gerade auch für die Schweiz bedenkenswerte Resultate hervorgebracht (für einen Überblick vgl. Hitz et al. 1995): Sie hat herausgefunden, dass sich im Verlauf der siebziger und achtziger Jahre einige Weltmetropolen zu "Global Cities" entwickelt haben, die eine Art von globaler "Kontroll-Fähigkeit" ("control capability") produzieren (vgl. Sassen 1996). Darunter wird der gesamte Bereich von Aktionen und organisatorischen Arrangements gefasst, die für die Implementierung und Aufrechterhaltung des globalen Produktionsprozesses notwendig sind. Diese Art der Produktion erfordert vielfältige und teilweise komplexe Inputs, die von der Vermögensverwaltung über die Buchhaltung und die Werbung bis zur Entscheidungsfindung reichen. Daneben schliesst sie auch die verschiedensten Tätigkeiten ein, die gewöhnlich nicht als Teil der Globalökonomie gesehen werden, wie Sekretariats-, Wartungs- und Reinigungsarbeiten.

Entgegen der verbreiteten Annahme einer dezentralisierenden Wirkung neuer Telekommunikationstechnologien konzentrieren sich diese Funktionen heute in hohem Masse in einigen wenigen Zentren. Sie bilden hochspezialisierte und eng verflochtene Dienstleistungskomplexe, die sich aus einem ganzen Ensemble von spezialisierten Unternehmen zusammensetzen, für deren Kooperation face-to-face-Kontakte und somit räumliche Nähe weiterhin unabdingbar sind. Im weiteren ist diese Aktivität auf eine differenzierte urbane Infrastruktur angewiesen. Dazu zählen nicht nur eine erstklassige Transportinfrastruktur wie z.B. Flughäfen, sondern auch ein breites Angebot an spezialisierten Einrichtungen, insbesondere der Telekommunikation. Und gerade diese Einrichtungen sind in hohem Masse in wenigen Weltzentren konzentriert. Zudem benötigt eine Global City eine grosse Zahl von Fachleuten, SpezialistInnen und Kader, die es am ehesten an diejenigen Orte zieht, an denen ein differenzierter Arbeitsmarkt, ein breites Angebot unterschiedlichster Dienstleistungen (von der Kultur bis zur Spitzenmedizin) und eine hohe urbane Qualität besteht.

Die Analyse der Globalisierung als konkretem Produktionsprozess lenkt den Blick auch auf die soziale Seite der Formation von Global Cities: Sie sind, stärker noch als andere Orte, durch eine Polarisierung der Arbeitsmärkte gekennzeichnet: Einem hochqualifizierten Sektor, der mit den Kontroll- und Leitungsfunktionen verbunden ist, steht ein Niedriglohnbereich gegenüber, der auch Formen einer informellen Ökonomie annehmen kann. Damit verbunden ist eine verstärkte Segmentierung und Heterogenisierung der urbanen Gesellschaft. Die Grenze zwischen prosperierenden Zonen und Armutsgebieten verläuft heute zunehmend auch innerhalb der Zentren der Weltökonomie selbst.

Die Zentrenhierarchie in der Schweiz

In der Schweiz lassen sich heute im weiteren Sinne drei solche metropolitanen Produktionskomplexe identifizieren, die sich alle durch eine mehr oder weniger ausgeprägte Spezialisierung auszeichnen (vgl. Schmid 1989 und 1996, Brugger/Kärcher 1992): Basel hat sich zum Hauptquartier der schweizerischen Chemie-Multis entwickelt, das neben den Steuerungsfunktionen immer noch einen relativ hohen Anteil an eigentlichen Produktionsfunktionen aufweist. Demgegenüber wurde Genf zum Zentrum der internationalen Organisationen (UNO) und von spezialisierter Finanzaktivität (u.a. internationale Vermögensverwaltung). Während Genf und Basel heute stark spezialisierte Zentren mittlerer Bedeutung bilden, hat sich Zürich zum unangefochtenen Zentrum der schweizerischen Ökonomie entwickelt, dessen Struktur sich gerade durch die Kombination eines vergleichsweise breiten Spektrums hochqualifizier-

ter wirtschaftlicher Aktionen auszeichnet: Zürich ist nicht nur bei weitem das wichtigste Finanzzentrum der Schweiz, sondern weist auch einen hohen Anteil an hochqualifizierten und entscheidenden Funktionen der Industrie (Management, Administration, Forschung und Entwicklung, Public Relations etc.) und an unternehmensorientierten Dienstleistungen auf. Unter anderem ist Zürich auch mit Abstand der wichtigste Standort von Telematik-Betrieben (von Stokar 1995).

Zürich kann heute als einziges Zentrum der Schweiz Global City-Status beanspruchen. In einschlägigen Untersuchungen wird Zürich – trotz der geringen Grösse – in der Regel auf der zweiten oder dritten Ebene der Weltmetropolen angeführt. Während Thrift (1987) die helvetische Metropole als supranationales Zentrum zweiter Ordnung zusammen mit Paris, Amsterdam oder Frankfurt einstuft, klassiert Friedmann (1995) sie zusammen mit Paris, Madrid oder Sidney in der Kategorie der wichtigen nationalen Zentren, eine Stufe tiefer als multinationale Zentren wie Los Angeles, Frankfurt oder Singapur.

Aus obigem Abriss wird deutlich, dass sich in der Schweiz sehr unterschiedliche Standorte herausdifferenziert haben: Während sich Zürich ökonomisch, kulturell und sozial zur einzigen Metropole der Schweiz entwickelt hat und sich immer stärker zu einer übergreifenden urbanen Grossregion mit rund 1,5 Millionen EinwohnerInnen ausdehnt, haben sich in den beiden von der übrigen Schweiz relativ isolierten "Grenz-Metropolen" Genf und Basel spezifische ökonomische Komplexe herausdifferenziert, die sich einerseits durch eine hohe Spezialisierung und andererseits – damit verbunden – durch eine hohe Krisenanfälligkeit auszeichnen. Die Synergien und damit auch die Kooperationsmöglichkeiten zwischen diesen drei

höchst unterschiedlichen Zentren sind nur in einzelnen Bereichen und auch da nur schwach ausgebildet. In noch verstärktem Masse gilt dies für die mittelgrossen und kleineren Zentren, die auch heute noch eine teilweise stark industriell ausgerichtete ökonomische Struktur aufweisen.

Aus dieser Analyse geht hervor, dass eine noch bessere Vernetzung der schweizerischen Zentren mit öffentlichen Verkehrsmitteln ökonomisch wenig bringt. Wenn bestimmte Dienstleistungen in Zürich nicht erbracht werden können oder als zu teuer erscheinen, werden sie in den meisten Fällen entweder direkt in anderen Global Cities bezogen (im Falle von Finanzdienstleistungen z.B. in London) oder aber direkt in Niedriglohnländer ausgelagert (wie das Beispiel der Swissair zeigt, die schon vor Jahren ihr Flugticket-Abrechnungszentrum nach Bombay ausgelagert hat). Ob der Zug von Neuenburg dank Neigetechnik und Streckenausbau noch etwas schneller nach Zürich fährt, hat auf diese Standortentscheide nicht den geringsten Einfluss.

Die urbane Realität der Schweiz anerkennen

Das "vernetzte Städtensystem" beruht auf dem Konzept der "dezentralen Konzentration", das in der schweizerischen Planungsgeschichte seit den dreissiger Jahren einige begriffliche Metamorphosen durchlaufen hat (vgl. den Beitrag von Marco und Cudet in diesem Heft). In einem Land, das nach dem zweiten Weltkrieg noch eine stark dezentral ausgerichtete industrielle Struktur aufwies, machte dieses Konzept – zumindest auf der ökonomischen Ebene – durchaus Sinn. In der Zwischenzeit haben sich die ökonomischen Bedingungen jedoch grundlegend verändert. Der industrielle Sektor hat entscheidend an Bedeutung eingebüsst, und die schweizerische Ökono-



mie entwickelte sich mehr und mehr zu einer "headquarter economy", die auf einige wenige Zentren ausgerichtet ist.

Vor diesem Hintergrund entpuppen sich die Kernvorschläge der Grundzüge als rückwärtsgerichtete Wunschvorstellungen einer ländlichen, dezentralen und föderalistisch aufgebauten Schweiz, die es in das globalisierte Zeitalter hinüberzuretten gelte. Sie basieren auf dem seit über hundert Jahren bewahrten und gepflegten Axiom, eine Grossstadt sei etwas Unschweizerisches und bedeute gar eine Bedrohung für unser "feingliedriges und vielfältiges Land" (Carol/Werner 1949). Im alten "Landgeist" wird so eine fiktive nationale Einheit konzipiert, die Interessengegensätze zwischen den Regionen, zwischen den Städten und ihren Peripherien, überdeckt und gleichzeitig die Widersprüche und Probleme ausblendet, mit denen die urbanen Gebiete in der Schweiz konfrontiert sind - und die sich teilweise gerade wegen der überkommenen föderalistischen Struktur ergeben, die hier noch zementiert werden soll. Die "Grundzüge" nähren die Illusion, mit geeigneten planerischen Mitteln seien der Fünfer und das Weggli zu haben, es liesse sich eine Grossstadt schaffen, die keine ist, und die Schweiz könne so im globalen Wettbewerb mithalten, ohne die verhassten "Grossstädte" mit ihrem urbanen Leben und ihren Konflikten in Kauf nehmen zu müssen. Doch eine solche Option besteht nicht mehr.

Eine Raumplanung, die mehr sein will als ein Glasperlenspiel, hat die heutige urbane Realität der Schweiz anzuerkennen und die damit verbundenen Probleme ernst zu nehmen: Die Schweiz ist ein urbanisiertes Land, das durch zunehmende ökonomische Polarisierung, soziale, politische und kulturelle Fragmentierung und regionale Ungleichheiten gekennzeichnet ist. Diese Prozesse sind bis heute kaum erforscht - eben gerade weil sie nicht in das heile Bild einer ländlichen, dezentralen Schweiz passen.

Mit der von den "Grundzügen" vorgeschlagenen Strategie ist letztlich weder den Gross- und Kleinzentren noch den peripheren Gebieten gedient. Die ökonomische und soziale Situation der Schweiz verlangt nach differenzierten Antworten, die auf die unterschiedlichen Bedingungen in den einzelnen Regionen eingehen. Insbesondere braucht es eine Politik, die den urbanen Zentren grössere Handlungsspielräume einräumt und es den peripheren Gebieten ermöglicht, regionale Kooperationsstrukturen zu stärken. Die Schweiz braucht nicht die Fiktion eines Städtesystems, sondern auf die jeweiligen Problemlagen zugeschnittene Ansätze, die gangbare, solidarische und demokratische Wege aus dem Dilemma der polarisierten Entwicklung aufzeigen. ■

Literatur

- Arend, Michal / Gross, Thomas (1984): Die Bedeutung der grossen Zentren für die gesamtwirtschaftliche und regionale Entwicklung: exportorientierte Industriebetriebe an der Peripherie und ihre Zusammenarbeit mit zentralen Dienstleistungsanbietern. NFP "Regionalprobleme", Arbeitsberichte 42, Bern.
- Brugger, Ernst A. / Kärcher, Thomas (1992): Weltstädte - Schweizer Städte. Die Funktion schweizerischer Grossstädte im weltwirtschaftlichen Kontext. Bericht 5 des Nationalen Forschungsprogramms "Stadt und Verkehr", Zürich.
- Carol, Hans / Werner, Max (1949): Städte - wie wir sie wünschen. Ein Vorschlag zur Gestaltung schweizerischer Grossstadt-Gebiete, dargestellt am Beispiel von Stadt und Kanton Zürich. Arbeitsgruppe für Landesplanung der Akademischen Studiengruppe Zürich. Regio-Verlag, Zürich.
- Friedmann, John (1995): Ein Jahrzehnt der World City-Forschung. In: Hitz et al. 1995, S.22-44.
- Hitz, Hansruedi / Schmid, Christian / Wolff, Richard (1993): Die fragmentierte Metropole - Neue Urbanisierungsprozesse in Zürich. In: DISP 112, ORL-Institut, ETH Zürich, S.26-31.
- Hitz, Hansruedi / Schmid, Christian / Wolff, Richard (1995): Boom, Konflikt und Krise - Zürichs Entwicklung zur Weltmetropole. In: Hitz et al. 1995, S.208-282.
- Hitz, Hansruedi et al. (1995): Capitales Fatales: Urbanisierung und Politik in den Finanzmetropolen Frankfurt und Zürich. Rotpunkt, Zürich.
- King, Anthony (Hg.) (1991): Culture, Globalization and the World

System: Contemporary Conditions for the Representation of Identity. Department of Art and Art History, State University of New York, Binghamton.

Perret-Gentil, Jean-Claude et al. (1984): Les acquisitions des services par les entreprises et leur implication spatiale. NFP "Regionalprobleme", Arbeitsberichte 43, Bern.

Sassen, Saskia (1991): The Global City: New York, London, Tokyo. Princeton University Press, Princeton.

Sassen, Saskia (1996): Metropolen des Weltmarktes. Campus, Frankfurt/New York.

Schmid, Christian (1989): Der Urbanisierungsprozess in der Schweiz seit 1945. Zur Kritik der Stadtentwicklung - Zürich im Zentrum, Teil V. Diplomarbeit, Geographisches Institut der Universität Zürich.

Schmid, Christian (1996): Headquarter Economy und territorialer Kompromiss - Überlegungen zum Regulationsansatz am Beispiel Zürich. In: Zeitschrift für Wirtschaftsgeographie 40/1-2/1996, S.28-43.

Thrift, Nigel (1987): The Fixers: The Urban Geography of International Commercial Capital. In: J.Henderson / M.Castells (Hg.): Global Restructuring and Territorial Development. Sage, London, S.203-233. von Stokar, Thomas (1995): Telematik und Stadtentwicklung, dargestellt am Beispiel der Stadt Zürich. Schriftenreihe Anthropogeographie 14, Geographisches Institut der Universität Zürich.